Études internationales

Théories de l'économie politique internationale, Stéphane PAQUIN, 2013, Paris, Presses de Sciences Po, 359 p.

Michel Liégeois

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021132ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021132ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Liégeois, M. (2013). Compte rendu de [*Théories de l'économie politique internationale*, Stéphane PAQUIN, 2013, Paris, Presses de Sciences Po, 359 p.] *Études internationales*, 44(3), 475-477. <https://doi.org/10.7202/1021132ar>

Comptes rendus

THÉORIE, MÉTHODE ET IDÉES

Théories de l'économie politique internationale

Stéphane PAQUIN, 2013, Paris, Presses de Sciences Po, 359 p.

Le choix de l'éditeur – les prestigieuses Presses de Sciences Po – et la collection dans laquelle le livre s'inscrit – Références – fixent le niveau de l'ambition de l'auteur. Il s'agit ni plus ni moins de proposer un ouvrage de référence, voire l'ouvrage de référence, dans le domaine de l'économie politique internationale (ÉPI) en langue française. En l'occurrence, une telle ambition ne manque pas de légitimité. D'abord parce qu'un tel ouvrage n'existait pas, et que cette absence constituait une anomalie dans le paysage éditorial francophone. Ensuite parce que l'auteur a les moyens de ses ambitions : il maîtrise son sujet, il connaît la littérature et, surtout, il possède le talent didactique indispensable pour relever avec succès le défi que constitue l'exposition synthétique et intelligible de débats théoriques vastes et parfois complexes.

Ainsi que l'indique son sous-titre « Cultures scientifiques et hégémonie américaine » – curieusement absent de la couverture –, l'ouvrage de Stéphane Paquin part d'un double constat. D'une part, le schisme de l'économie politique internationale en deux écoles – orthodoxe et hétérodoxe – apparemment irréconciliables et, d'autre part, le quasi-monopole des universitaires américains sur une discipline dont les

Européens, à l'exception notable des Britanniques, semblent se désintéresser. L'auteur semble particulièrement préoccupé par cet aspect puisqu'il se livre, dans les deux premières sections du deuxième chapitre, à une véritable géopolitique de l'ÉPI : influence des théories, maîtrise des moyens de production (recrutement des professeurs et des chercheurs) et de diffusion (comités éditoriaux des revues de référence) des idées en ÉPI.

Avant de parcourir les principales tendances de l'économie politique internationale, le lecteur devra situer l'ÉPI au sein des disciplines existantes et constater que son statut de sous-domaine des relations internationales est assez récent, tout en demeurant contesté. Le lecteur abordera ensuite les questions épistémologiques sous-jacentes aux développements divergents des approches orthodoxes – statocentrées, individualistes, explicatives, *problem-solving* – et hétérodoxes – holistes, pluralistes, structuralistes, compréhensives, critiques, réflexives, voire postpositivistes – de l'ÉPI. Ce n'est donc qu'après avoir absorbé les 144 premières pages de l'ouvrage que le lecteur persévérant se verra expliquer les grandes perspectives de l'ÉPI : la perspective réaliste (chapitre 4), la perspective libérale (chapitre 5), la perspective axée sur la politique intérieure (chapitre 6), de même que les perspectives hétérodoxes représentées par les écoles britannique (chapitre 7) et néogramscienne (chapitre 8).

Dans un style clair et concis, Stéphane Paquin atteint son but : initier

à l'ÉPI les étudiants et les jeunes chercheurs francophones qui, jusqu'ici, pouvaient effectuer un cursus complet en science politique et en Relations internationales sans être amenés à fréquenter cet ensemble essentiel de la production universitaire. Le lecteur exigeant ne pourra toutefois manquer de relever quelques éléments qui, sans affecter les qualités relevées plus haut, pourraient faire l'objet d'améliorations à l'occasion d'une réédition, laquelle ne fait guère de doute vu le succès auquel cet ouvrage est promis.

Un premier point concerne le positionnement de l'auteur lui-même. L'ambition encyclopédique de l'ouvrage le conduit à adopter une posture hypostasiée, sans doute en raison de son souci louable de rendre compte avec objectivité des débats théoriques qui traversent l'ÉPI. Il en résulte une chronique empreinte d'une honnêteté sincère à l'égard de théories que Stéphane Paquin expose pour ce qu'elles sont, avec leurs forces et leurs faiblesses. Cependant, pour avoir lu abondamment les théoriciens critiques, l'auteur, professeur de l'École nationale d'administration publique (ENAP), sait qu'à leurs yeux une telle posture n'est ni légitime ni crédible. Pour les paraphraser, son ouvrage est forcément *pour quelque chose et pour quelqu'un*, ce qui n'est pas un problème à condition que cette ambition soit explicitée. Bref, d'aucuns pourront regretter que l'auteur ne se livre pas à l'exercice de la réflexivité.

Au rayon des aspects perfectibles de l'ouvrage, on pointera également la conclusion. On s'attendait à y trouver un engagement personnel plus marqué. Après avoir brillamment synthétisé la pensée des autres, l'auteur allait-il nous

faire partager sa vision de l'ontologie de l'ÉPI ? Jeter les bases d'un manifeste pour une ÉPI francophone ? Rien de tout cela. Abdiquant tout apport personnel, S. Paquin y donne longuement la parole à Benjamin Cohen. Les propos de celui-ci ne manquent ni de pertinence ni d'intérêt, mais là n'est pas la question. On en revient à l'interpellation précédente : où l'auteur se situe-t-il dans le paysage qu'il a si savamment cartographié ?

Enfin, les spécialistes des théories des Relations internationales ne pourront réprimer quelques froncements de sourcils à la lecture des passages relatifs à Kenneth Waltz, Joseph Nye et Robert Keohane, tous présentés comme des auteurs phares de l'ÉPI, ou devant l'affirmation que des revues telles que *International Organisations* ou *International Security* sont des revues phares de l'ÉPI, ou encore en remarquant que la théorie des régimes internationaux (Krasner) est rangée parmi les théories de l'ÉPI. En d'autres termes, l'ÉPI telle que la dessine l'auteur comprend une bonne partie des théories enseignées dans un cours classique en théorie des Relations internationales. On en vient alors à se demander si une approche de l'ÉPI à ce point holistique n'est pas contre-productive, puisqu'elle fait alors de cette dernière une sous-discipline largement établie et enseignée dans les universités, y compris francophones, ce qui contredit les propos introductifs de l'auteur. À l'inverse, une définition restrictive de l'ÉPI, qui limiterait celle-ci aux études portant sur les aspects économiques et financiers des relations internationales, permettrait de mettre davantage en évidence les lacunes flagrantes de l'enseignement et de la recherche en

ces domaines dans le monde universitaire francophone.

Michel LIÉGEOIS
Centre d'études des crises
et des conflits internationaux
Université catholique de Louvain

L'attraction mondiale

Frédéric RAMEL, 2012, Paris, Presses de Sciences Po, 287 p.

Frédéric Ramel propose une présentation des travaux d'auteurs « cosmopolites », « pluralistes », « communautariens » et autres, qui ont en commun de s'interroger sur l'avenir des États nations et de l'humanité face aux dynamiques centripètes de l'« attraction mondiale » : l'universalisation de l'État et des normes démocratiques, l'extension planétaire du capitalisme de marché et des technologies, la prolifération des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG), les flux transnationaux de la mondialisation, etc.

Après avoir rappelé l'ancrage du cosmopolitisme dans la *Paix perpétuelle* de Kant (nature républicaine de l'État, traités de paix instaurant une confédération d'États libres, loi d'« hospitalité universelle »), F. Ramel rend compte de la manière dont Habermas s'emploie à dépasser le cadre de Kant : critique de l'État contemporain (nocivité des mythes nationalistes, incapacité de l'État à réguler la mondialisation) et appel à un « patriotisme post-national » de la part de citoyens s'identifiant à la fois à leur État et à des valeurs de citoyenneté universelle (démocratie, droits de l'homme).

L'étude se poursuit avec les travaux de David Held sur la « démocratie

multiscale », dont l'avènement nécessiterait des réformes globales telles que la création d'une assemblée délibérante mondiale permettant à la citoyenneté de se décliner selon « un continuum civique allant du local au mondial en passant par le national ». F. Ramel évoque ensuite les auteurs qui se sont employés à « réaliser Rawls » à l'échelle mondiale. Thomas Pogge estime ainsi que, face aux inégalités qui frappent les plus démunis dans le monde, les citoyens des pays riches doivent s'impliquer dans l'éradication de la pauvreté mondiale par l'intermédiaire de programmes sociaux internationaux et de l'instauration d'une allocation sociale universelle.

La deuxième partie du livre est consacrée aux approches qui s'enracinent dans la vision de Hobbes et de Locke sur l'horizon anarchique des relations internationales. Les auteurs contemporains objectent ainsi au cosmopolitisme l'épuisement d'une référence à l'humanité trop souvent instrumentalisée par les grandes puissances (Pierre Manent), la propension des organisations internationales à créer des « droits créances » exorbitants (Hayek) ainsi que l'absence de société mondiale organisée qui permettrait de donner sens à une justice distributive planétaire (Rawls, qui rejette ainsi l'application internationale de sa théorie de la justice faite par d'autres). Une figure centrale et toujours influente de la contestation du cosmopolitisme est Carl Schmitt, particulièrement critique de l'idée d'un État universel séculier, projet démiurgique qui nie, selon lui, la conflictualité inhérente à l'espèce humaine.

La critique du cosmopolitisme est enfin assurée par les